

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

PREMIERE SESSION

COMPTE RENDU DE LA NEUVIEME SEANCE

Tenue à Lake Success, New-York, le samedi 1er février 1947 à 11 heures.

Président:	Mme ROOSEVELT	(Etats-Unis d'Amérique)
Rapporteur:	M. MALIK	(Liban)
Membres:	Colonel HODGSON	(Australie)
	M. KAMINSKY	(République socialiste soviétique de Biélorussie)
	M. EBEID	(Egypte)
	M. CASSIN	(France)
	Mme MEHRA	(Inde)
	M. GHANI	(Iran)
	Général ROMULO	(République des Philippines)
	M. DUKES	(Royaume-Uni)
	M. TEPULAKOV	(Union des Républiques socialistes soviétiques)
	M. MORA	(Uruguay)
	M. RIBNIKAR	(Yougoslavie)
Suppléants:	M. LEBEAU	(Belgique)
	M. WU	(Chine)
	M. GUARDIA	(Panama)

Représentants des Institutions spécialisées:

M. HUTCHISON	(Organisation Internationale du Travail)
M. CARNES	(UNESCO)

Organisations non-gouvernementales:

Consultant: Melle SENDER (AFL)

Secrétariat: M. STANCZYK (Directeur du Département des Affaires sociales)
M. HUMPHREY (Directeur de la Division des Droits de l'homme,
Secrétaire de la Commission)

I. DISCUSSION GENERALE

La PRESIDENTE communique que M. Ribnikar, représentant de la Yougoslavie, recevant aujourd'hui ses lettres de créance, pourra désormais prendre part aux votes.

M. ROMULO (République des Philippines) déclare que c'est à cette Commission qu'il incombe d'établir une Déclaration Internationale des Droits de l'Homme qui puisse être acceptée par tous les Membres des Nations Unies et qui soit obligatoire en même temps pour tous ces Etats. Cette déclaration doit tenir compte des différents systèmes culturels qui existent dans le monde.

La Charte des Nations Unies, parlant des droits fondamentaux des libertés de l'homme, indique ce qu'ils peuvent être. La Déclaration Internationale des Droits de l'Homme doit arriver à une combinaison équilibrée entre ses droits politiques et ses droits économiques, créant ainsi un système de gouvernement qui serait non seulement un gouvernement du peuple par le peuple, mais aussi pour le peuple.

La Commission peut circonscrire ses efforts en suivant les conseils de la sagesse pratique, en insistant seulement sur ce qui est réalisable, plutôt que sur des solutions d'idéal. Elle peut aussi rejeter les solutions dictées par la nécessité pratique et envisager l'hypothèse d'un gouvernement mondial dont l'application de la Déclaration Internationale des Droits de l'Homme sera la conséquence et dont elle sera la pierre angulaire.

M. MALIK (LIBAN) déclare que le Secrétaire de la Commission a présenté une liste des différents droits figurant dans le projet de déclaration. Cette liste contient les statuts de l'égalité, de la liberté et de la sécurité; classification peut-être excellente mais difficile à accepter telle qu'elle est. Il ne convient pas que les Membres de la Commission soient limités par une répartition des droits entre ces différents statuts.

Il ne suffit pas d'inscrire la liberté de pensée et la liberté de conscience dans une statistique, il faut chercher à permettre aux hommes d'acquérir ces libertés.

Les représentants du Royaume-Uni et de la Yougoslavie ont fait des déclarations sur les différentes conceptions des libertés humaines, le premier prenant la défense du libéralisme, le second celle du marxisme. Parmi les conseils donnés par le représentant de la Yougoslavie, M. Malik ne trouve pas de réponse à la question qui intéresse la Commission.

A son avis, il ne faut pas, d'autre part, que seuls les politiciens et les diplomates s'occupent de ces questions; il conviendrait de demander conseil aux poètes, aux prophètes et aux philosophes.

Aujourd'hui l'homme n'a plus besoin d'être protégé contre des rois ou des dictateurs, mais bien plutôt contre une nouvelle forme de la tyrannie; celle exercée par l'Etat. Il faut donc faire mention, dans la Déclaration Internationale des Droits de l'Homme, de cette tyrannie de l'Etat sur l'individu que nous sommes là pour protéger.

Si l'on ne stipule pas, dans la Déclaration Internationale des Droits de l'Homme, que l'individu existe et qu'il a besoin, dans son combat contre l'Etat, d'être protégé, la Commission n'atteindra jamais le but qu'elle s'est fixé.

Mme MEHTA (INDE) rappelle qu'après la fin de la discussion générale, il lui avait été promis qu'elle pourrait déposer son projet de résolution. Elle aimerait déposer formellement sa motion.

M. HODGSON (AUSTRALIE) estime que la discussion générale tend à prouver que les Membres de la Commission n'ont pas encore réussi à définir le but auquel ils veulent arriver, ni le plan précis qu'ils veulent suivre. Tous les travaux de la Commission resteront sans valeur tant que l'on n'aura pas envisagé le mécanisme d'application des principes qu'on énonce.

— M. Hodgson fait ressortir qu'aucun droit n'est absolu en soi et que chaque droit comporte un devoir correspondant. Il y a également la question de l'intérêt de l'Etat en face de l'intérêt de l'individu ou de la communauté. Différents traités de paix vont être signés ce mois-ci. Certains d'entre eux comportent des revendications territoriales qui auront pour conséquence le déplacement de centaines de milliers de personnes, personnes qui ont leurs droits à la nationalité par exemple. Il faut envisager à leur égard, l'application des droits dont on discute en ce moment. Aucun mécanisme n'existe. La Cour Internationale de Justice ne s'occupe que des conflits entre gouvernements. Le Conseil de sécurité n'a aucune juridiction à cet égard. Le problème immédiat est donc d'envisager un mécanisme d'application pratique.

— M. WU (CHINE) déclare qu'il s'agit d'établir les droits de l'être humain et exiger de lui en même temps qu'il accepte les obligations correspondantes.

M. LEBEAU (BELGIQUE) répondant d'abord au représentant de l'Australie, fait observer que les revendications territoriales formulées par la Belgique intéressent un nombre très réduit de personnes qui ont déjà de la famille en Belgique et auxquelles, au surplus, la faculté d'option sera laissée.

M. Lebeau fait observer qu'il faut affirmer le droit de tout être humain à participer à la vie en société et à la vie économique de façon pleine et entière, sans qu'il ait à subir les à-coups et les conséquences des bouleversements économiques et des crises de chômage. M. Lebeau estime à l'inverse du représentant de la Yougoslavie, que le point de départ dans une déclaration des droits n'est pas la collectivité et la masse mais simplement la personne humaine, c'est-à-dire la personne humaine prenant part à la vie en société.

Aujourd'hui, la personne humaine est menacée par deux graves dangers : l'un est l'emprise même de la masse, de la collectivité et de l'Etat;

le second réside dans le développement excessif de la vie industrielle elle-même qui broie la personne humaine. Il faut la protéger contre ces deux dangers qui doivent être mentionnés dans une Déclaration de ses droits.

Répondant à une remarque de M. CASSIN (FRANCE) la PRESIDENTE précise qu'elle propose, lorsque les déclarations d'ordre général auront été faites, de commencer l'examen de l'ordre du jour point par point et éventuellement par les résolutions qui pourraient être déposées. Cette procédure revêtirait ainsi la forme d'une discussion générale mais elle porterait sur des points précis.

M. MALIK (LIBAN) estime que, dès la clôture de la discussion, la Commission doit aborder la question du Comité de Rédaction. Il s'agit de décider d'abord de la création de ce Comité et ensuite de sa composition.

Mme MEHTA (INDE) désire présenter d'abord sa résolution sur la déclaration des droits de l'homme avant d'aborder la question du Comité de Rédaction.

M. HUDGSON (AUSTRALIE) demande si le Comité de Rédaction dont on envisage la création sera permanent ou bien s'il s'agit seulement d'un organisme qui devra soumettre un projet à la Commission pendant cette session.

M. MALIK (LIBAN) explique que la Déclaration des droits comporte deux stades; 1) le compte rendu des travaux de la Commission rédigé après la discussion générale; 2) La discussion des propositions formulées par l'Inde. La décision que la Commission prendra lorsqu'elle aura terminé ses travaux sera susceptible de modifications au cours des années à venir. A son sens, la Commission doit se garder de toute précipitation. Il faut que les Membres de la Commission jouissent d'un délai suffisant pour consulter leurs gouvernements respectifs.

Mrs ROOSEVELT, Présidente, (parlant en qualité de représentant des Etats-Unis) indique au représentant de l'Australie que le gouvernement des Etats-Unis estime qu'un Comité de Rédaction doit être désigné au cours de cette première session de la Commission et que le rapport de ce Comité ne pourra être présenté à la Commission avant la prochaine session.

Mme MEHTA (INDE) demande que la résolution qu'elle présente soit mise en discussion afin de ramener les débats sur des points précis.

La séance est levée à 13 h.15
